

Un général de l'armée colombienne admet son alliance avec les narcotrafiquants



Bogotá, 14 février (RHC) Le magazine Cambio a publié dimanche un enregistrement, qui serait d'une réunion des commandants de la Brigade 29 de l'Armée de Colombie, en 2019, dans lequel on écoute le major général Hernando Herrera Diaz, commandant de la Sixième Division de l'Armée Nationale, admettant son lien étroit avec les principaux cartels de la drogue.

Herrera Diaz parle dans l'audio de son alliance avec le groupe 'Los Pocillos', qui contrôle un couloir par lequel circulent 150 tonnes de cocaïne par an, 15% de la consommation mondiale, mais affirme que ce contact a pour but d'affronter les dissidents de l'ancienne guérilla Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

"Ces « manes » (deux trafiquants présumés identifiés comme Pocillo et Caliche), gèrent le trafic de drogue, ils continuent de commettre des délits. Je les rencontre, ils viennent ici, ils me parlent", dit le général, qui a également souligné qu'il préfère voir les anciens guérilleros morts plutôt que capturés.

Le général, qui a été démis de ses fonctions après la diffusion de l'audio, a reconnu ses contacts avec 'Los Pocillos, lorsqu'il a été consulté par les médias locaux, mais a prétendu avoir rencontré les cartels en tant que signataires de la paix. En outre, il a dit qu'il soutenait la mort des ennemis, "mais seulement s'ils sont armés".

Dans une tentative de protéger la réputation de l'armée colombienne, son commandant, le général Eduardo Enrique Zapateiro, a publié un communiqué dans lequel il affirmait que cette branche militaire a toujours agi dans le cadre de la Constitution, des lois et des traités internationaux, et qu'elle a respecté le droit international humanitaire.

Les médias auteurs de l'article ont détaillé que les alliances entre les forces publiques et les narcotrafiquants ne sont pas "quelque chose de nouveau en Colombie, mais qu'elles ont toujours été illégales et clandestines [...] C'est aussi vrai et évident qu'indémontrable sur le terrain judiciaire".

Depuis la signature l'accord de paix signé en 2016 entre le gouvernement colombien alors présidé par Juan Manuel Santos et les FARC, qui a transformé la guérilla la plus puissante d'Amérique en un parti de gauche avec une petite représentation législative, plus de 300 anciens chefs de gang ont été tués.

Plusieurs organisations de défense des droits humains ont condamné les assassinats de dirigeants sociaux en Colombie et souligné la nécessité de respecter les accords de paix pour lutter contre l'insécurité dans le pays et renforcer la protection des groupes les plus vulnérables.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/286149-un-general-de-larmee-colombienne-admet-son-alliance-avec-les-narcotrafiquants>



Radio Habana Cuba